

**Objet : Délib.2016.37 Prescrivant la Révision du Plan Local  
d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation.doc**

L'an deux mille seize et le treize décembre,

Le conseil municipal de la commune de Saint-Prim, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. Didier GERIN, Maire.

Date de convocation : 07 décembre 2016

Présents : Didier GERIN, Michel CROS, Pierre VALVERDE, Stéphanie JODAR, Sandrine BONNAY, Yoann CHARDON, Christian JAVERLIAC, Noélie LASCOLS, Pascale JURY, Marie-Claude CLAMARON, Alain GUILLOTON, Pierre VALVERDE

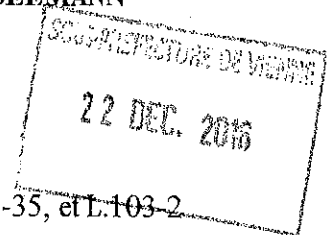
Absents excusés : Nelly MICHALON, Daphné GAULT, Bernard SEEMANN

Pouvoir de Nelly MICHALON à Stéphanie JODAR

Pouvoir de Bernard SEEMANN à Michel CROS

Pouvoir de Daphné GAULT à Marie-Claude CLAMARON

Secrétaires de séance : Stéphanie JODAR et Didier GERIN



Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-8, L.153-31 à L.153-35, et L.103-2

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Prim en date du 5 juillet 2004 approuvant le Plan Local d'urbanisme.

Monsieur le Maire expose que:

1. La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune permettra de définir le devenir du territoire communal pour les 10 ans à venir et les conditions d'une urbanisation cohérente sur le long terme dans une vision de développement durable au sein du grand bassin de vie qui l'entoure.
2. La commune doit prendre en compte les orientations des documents supra communaux dont notamment le Schéma de Cohérence Territoriale des Rives du Rhône – SCOT des Rives du Rhône, approuvé le 30 mars 2012, avec lequel le PLU doit être compatible.
3. La révision du Plan Local d'Urbanisme est également rendue nécessaire en raison d'un contexte législatif nouveau défini en particulier par les Lois de Grenelle de l'environnement, la Loi sur la modernisation de l'agriculture, la Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) et la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentaire et la Forêt (AAF), sans oublier les thématiques de la biodiversité, de la transition énergétique, etc...

La révision du PLU a pour objectifs :

- Le confortement du centre village en appui sur le bâti existant et en développant une mixité fonctionnelle (activités de services et activités commerciales) axé par un développement en direction du hameau du Chanet ainsi qu'en direction de la gare SNCF de St Clair – Les Roches (pour bien prendre en compte la notion de pôle urbain, défini par le SCOT et constitué des communes de Saint Clair du Rhône, Les Roches de Condrieu, Condrieu et Saint Prim).

DG

- La conservation et l'affirmation du caractère rural qui est une spécificité déjà forte de la commune de Saint Prim.
- La diversification de l'offre de logements, et notamment la production de types d'habitat favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle.
- L'orientation des nouvelles constructions vers l'optimisation du bâti et des énergies renouvelables.
- La prise en compte des besoins futurs liés aux équipements collectifs, associatifs et scolaires.
- La préservation et la valorisation des espaces agricoles (en particulier la grande plaine agricole particulièrement fertile et bien irriguée) pour la pérennisation de l'activité économique agricole, tout en améliorant l'aspect environnemental et paysager.
- La préservation et la valorisation des espaces naturels remarquables, notamment les trames bleues (le long du Saluant, de la Varèze et également du Rhône) et vertes, sans oublier le grand espace communal du Vallon.
- La prise en compte de la capacité et du développement des différents réseaux (électricité, eau potable et eaux usées).
- L'optimisation et la sécurisation des déplacements voitures et le développement des alternatives au «tout voiture» en favorisant les liaisons « modes doux » entre les lieux de vie, les lieux publics tels que l'école, la mairie et autres équipements associatifs.
- La prise en compte des risques naturels.
- La gestion et la préservation du patrimoine bâti (pisé, galets, charpentes apparentes...) et du patrimoine naturel (en particulier la ligne de crête tout le long de chemin des grandes bruyères, les grands espaces boisés, la préservation des chemins ruraux...).
- L'embellissement des entrées du village sur ces principaux axes pour affirmer l'identité de la commune : entrée côté Chonas l'Amballan quartier des Fontenettes, entrée côté Vienne/Reventin-Vaugris au bord de la N7, entrée côté Auberives sur Varèze à l'est du quartier de Glay, entrée côté Saint Clair du Rhône à l'ouest du quartier de Glay...).

- qu'il y a lieu de fixer les modalités de concertation conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme, qui impose que toute révision du Plan Local d'urbanisme fasse objet d'une concertation préalable avec la population durant toutes les études et selon les modalités prévues par le Conseil Municipal.

**Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés DECIDE :**

- de prescrire la révision du Plan Local d'urbanisme (P.L.U.) sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.153-8 et L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme.

- d'approuver les objectifs poursuivis pour la révision du P.L.U. à savoir :

DC

- Le confortement du centre village en appui sur le bâti existant et en développant une mixité fonctionnelle (activités de services et activités commerciales) axé par un développement en direction du hameau du Chanet ainsi qu'en direction de la gare SNCF de St Clair – Les Roches (pour bien prendre en compte la notion de pôle urbain, défini par le SCOT et constitué des communes de Saint Clair du Rhône, Les Roches de Condrieu, Condrieu et Saint Prim).
  - La conservation et l'affirmation du caractère rural qui est une spécificité déjà forte de la commune de Saint Prim.
  - La diversification de l'offre de logements, et notamment la production de types d'habitat favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle.
  - L'orientation des nouvelles constructions vers l'optimisation du bâti et des énergies renouvelables.
  - La prise en compte des besoins futurs liés aux équipements collectifs, associatifs et scolaires.
  - La préservation et la valorisation des espaces agricoles (en particulier la grande plaine agricole particulièrement fertile et bien irriguée) pour la pérennisation de l'activité économique agricole, tout en améliorant l'aspect environnemental et paysager.
  - La préservation et la valorisation des espaces naturels remarquables, notamment les trames bleues (le long du Saluant, de la Varèze et également du Rhône) et vertes, sans oublier le grand espace communal du Vallon.
  - La prise en compte de la capacité et du développement des différents réseaux (électricité, eau potable et eaux usées).
  - L'optimisation et la sécurisation des déplacements voitures et le développement des alternatives au «tout voiture» en favorisant les liaisons « modes doux » entre les lieux de vie, les lieux publics tels que l'école, la mairie et autres équipements associatifs.
  - La prise en compte des risques naturels.
  - La gestion et la préservation du patrimoine bâti (pisé, galets, charpentes apparentes...) et du patrimoine naturel (en particulier la ligne de crête tout le long de chemin des grandes bruyères, les grands espaces boisés, la préservation des chemins ruraux...).
  - L'embellissement des entrées du village sur ces principaux axes pour affirmer l'identité de la commune : entrée côté Chonas l'Amballan quartier des Fontenettes, entrée côté Vienne/Reventin-Vaugris au bord de la N7, entrée côté Auberives sur Varèze à l'est du quartier de Glay, entrée côté Saint Clair du Rhône à l'ouest du quartier de Glay...).
- de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :
- Une réunion publique pour présenter le diagnostic + les orientations du PADD.
  - Une réunion publique avant l'arrêt du PLU.

DG

- La mise à disposition d'un registre en mairie.
- La publication d'un article spécifique à l'urbanisme et à la révision du PLU dans le bulletin municipal.
- Une communication affichée dans les panneaux communaux répartis dans les différents quartiers.
- Une information sur le site internet de la commune [www.saint-prin.fr](http://www.saint-prin.fr) rubrique « Urbanisme – Révision PLU ».

- que le bilan de cette concertation sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

- de débattre en Conseil Municipal sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

- de solliciter de l'État, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU.

- de demander conformément à l'article L.132-5 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Départemental, le Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports urbains, ainsi que ceux des organismes mentionnés aux articles L.132-7 et L.132-9 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale voisins compétents et des Maires des communes voisines, des associations locales d'usagers agréées, mentionnées à l'article L.141-1 du Code de l'Environnement.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements.

Si le représentant des Organismes mentionnés à l'article L.411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de Plan Local d'Urbanisme, afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai de 2 mois.

Les services de l'État seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire, ou à la demande du Préfet.

Conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

☐ au Préfet et au Sous-préfet

☐ aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental

DG

☐ aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture

☐ au Président EPCI chargé du suivi et de la révision du SCOT

☐ au Président du SCOT des Rives du Rhône

☐ au Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports Urbains, et si ce n'est pas la même personne, à celui de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat, dont la commune est membre.

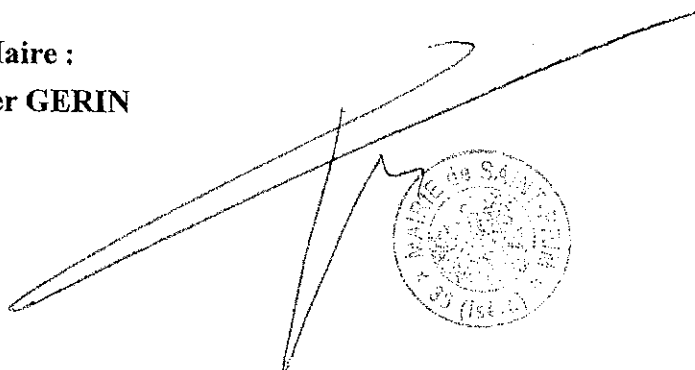
Elle fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois, mention en sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

**Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.**

**Le Maire :**

**Didier GERIN**

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a vertical one and a small loop, is written over a circular official stamp. The stamp is from the 'Mairie de Saint-Vincent' and contains the text 'Mairie de Saint-Vincent' and '33 (1st 10)'.

DL

